

Khalifa

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr

Fin d'un premier acte judiciaire à Blida. A-t-on jugé tous les coupables dans l'affaire Khalifa ? A-t-on puni seulement des lampistes, même si certains ont l'air de gros poissons ? Ces questions occuperont les esprits quelques semaines puis l'oubli recouvrira l'affaire comme il a recouvert d'autres affaires. Les petites gens s'occuperont du pain et du sachet de lait, les loups vont tout faire pour se retrouver en bonne place sur les listes de candidats quels que soient les partis, le pouvoir pourra retourner avec plus de tranquillité à la gestion des contrats, des marchés et du gré à gré. Il aura réussi une grande performance : nous tenir en haleine sur les faits judiciaires. Qui a pris quoi et qui a réussi à s'en sortir ?

Une question essentielle a été refoulée : qu'est-ce qui a rendu possible l'empire Khalifa ? La politique du pouvoir. Boumediene avait tracé une frontière entre la politique et les affaires, une frontière quasi infranchissable. Impossible qu'un Moumen Khalifa vienne s'amuser avec les fonds publics ou l'argent des citoyens. Les nouvelles orientations libérales du pouvoir ont effacé cette frontière. Dans tous les pays qui sont passés d'une économie dite administrée à une économie libérale, des mafias se sont constituées qui ont monté des dizaines d'affaires style Khalifa. L'exemple russe est le plus édifiant car l'Etat, après l'épisode Eltsine, a été obligé de réagir aux affaires qui mettaient en péril la sécurité nationale comme pour la compagnie pétrolière Youkos.

Le passage de l'économie administrée à l'économie libérale est, dans tous ces pays, un passage à la privatisation du pouvoir. En l'absence d'une bourgeoisie qui aurait produit l'encadrement juridique de la propriété et de la production de la richesse, le pouvoir devient la source principale de l'accumulation primitive. Il est essentiel pour les nouveaux groupes dominants d'empêcher tout contrôle démocratique qui générerait leur pillage du pays. La démocratie doit rester une façade, le Parlement une chambre d'enregistrement, la liberté de la presse un slogan.

M. B.

EN FAMILLE

La guerre des candidatures au FLN devient de plus en plus compliquée avec l'apparition d'un nouveau phénomène : "les listes familiales". Ainsi, si Saïd Bouhadja est candidat tête de liste à Skikda, son fils est, lui, candidat à Alger. Abdelkader Hadjar, quant à lui, parraine son cousin à Tiaret et Mustapha Boualegue, l'une des figures de proue du "mouvement de redressement", fait de même pour son frère à Alger.



Etrange disparition



Où sont passées les 120 tentes attribuées par le ministère de la Solidarité nationale à la Direction de l'action sociale de Tipasa pour l'organisation d'un camp de vacances ?

Cette question reste aujourd'hui encore sans réponse. Il y a lieu de relever que ces tentes ont été prélevées sur le stock d'urgence du Croissant-Rouge algérien et que la DAS de Tipasa n'a pas organisé de camp de vacances.

Dans l'attente d'une visite

Malgré l'achèvement des travaux de construction du nouveau siège de la cour de Djelfa il y a plus d'un an, ce dernier n'a toujours pas ouvert ses portes, au grand dam des magistrats et des fonctionnaires de la justice qui continuent à exercer dans des conditions de travail pénibles.

Motif de ce retard : les autorités locales sont dans l'attente d'une quelconque visite d'un haut responsable d'Alger afin d'inaugurer le nouveau bâtiment.



Un petit tour et puis s'en vont

Comme à leur habitude, les responsables politiques se sont contentés d'assister uniquement aux allocutions d'ouverture. Les représentants des partis politiques FLN, RND, MSP, El Islah ont quitté la salle où se tenait le forum sur les femmes et la participation politique dès la fin des allocutions.

Ils n'ont pas assisté aux débats, ce qui n'a pas manqué d'être relevé par les participants, soulignant l'intérêt qu'ils portent à cette question. Seule Louisa Hanoune a assisté à tous les travaux.

le HIC
lehic.dz@hotmail.com

